

INFRAVIOLET

LA RÉVOLUTION
sera.
FÉMINISTE
OU NE SERA PAS!



Editorial

Texte: Mathilde Mottet

« Femmes bras croisés, le pays perd pied » : c'est sous ce slogan qu'un demi-million de femmes ont fait grève le 14 juin 1991. 10 ans après l'introduction de l'article sur l'égalité dans la Constitution, nos mères ont fait grève pour la première fois pour exiger que cet article soit appliqué. Vingt ans plus tard, l'égalité n'était toujours pas devenue réalité : un demi-million de femmes, de personnes non-binaires, intersexes, trans et agenres ont alors fait grève le 14 juin 2019 aux côtés d'hommes solidaires. Et il y a un mois, nous avons encore une fois bloqué le pays aux côtés de 300'000 féministes fort-es, fier-ères et en colère.

Et nous continuerons à faire grève aussi longtemps que nous ne serons pas libres de l'oppression patriarcale. Nous, féministes et jeunes socialistes, voulons que les personnes trans reçoivent la visibilité et la protection qu'elles méritent, nous voulons que toutes les personnes sexisées puissent disposer librement de leur corps. Nous voulons bien plus que l'égalité avec les hommes au sein d'une économie capitaliste qui nous exploite : nous voulons que tout le monde puisse vivre une vie belle et épanouissante, libéré-es des chaînes de l'oppression patriarcale et raciste, libéré-es du joug de l'exploitation capitaliste.

Mais le chemin est encore long : nous, féministes, devons impérativement renforcer nos liens entre nous, nous soutenir et nous porter mutuellement. Parce que la révolution féministe ne pourra advenir que si nous luttons ensemble, nous devons également renforcer nos liens avec les autres organisations féministes. Nous, féministes, ne nous laisserons pas diviser par une droite qui invente des problèmes autour de l'écriture inclusive et qui attise la haine contre les personnes trans comme elle l'avait fait contre les personnes homosexuelles il y a 20 ans.

Et vous, hommes cis solidaires qui tiennent dans leurs mains cette édition féministe de l'Infrarouge, renommée Infraviolet en l'honneur du 14 juin, vous avez encore du travail à faire. On vous rappellera à l'ordre si vous nous coupez la parole, si vous ne respectez pas notre consentement, si vous trouvez que la libération des travailleurs est plus importante que celle des travailleuses sans voir que les travailleurs oppriment les travailleuses, si vous ne réfléchissez pas aux multiples façons dont vous perpétuez l'oppression patriarcale. Mais nous avons confiance en vous. Ensemble, nous ferons la révolution féministe !

Tu as une idée pour
un article ?

Envie de participer
au prochain numéro ?

Fais-nous signe à
infrarouge@juso.ch !

Sommaire

- 2** Editorial
- 4** Revendications féministes
- 6** C'est une farce et nous en sommes les dindes
- 7** Lettre ouverte aux hommes de gauche
- 8** Olga Madjinodji, militante féministe, membre et co-fondatrice de CABBAK (Collectif Afroféministe Bienne)
- 10** GROSSE
- 11** Des hommes à la Grève féministe ?
- 12** Le féministe doit être abolitionniste carcéral
- 13** Lottiamo per il diritto all'aborto!
- 14** L'antiwokisme ou comment mettre tous nos droits dans le même sac, pour mieux pouvoir s'en débarrasser
- 15** Pour une libération queer des 99%
- 16** Non siamo solo donne

Revendications féministes

Texte: La rédaction

Le 14 juin 2023, nous faisons grève. Nous, femmes, personnes trans, non-binaires, inter et agenres, avec à nos côtés les hommes solidaires, nous faisons grève pour exiger enfin que les chaînes de nos oppressions au sein du système patriarcal soient brisées. Nous menons une lutte pour la liberté résolument intersectionnelle. Car nous ne serons pas libres tant que nous ne le serons pas toutes, quelle que soit la nature de nos chaînes !¹

Voici donc ce que nous revendiquons le 14 juin 2023 dans la rue et que nous continuerons de revendiquer partout, aussi longtemps qu'il le faudra.

1. Le droit à l'avortement doit être un droit constitutionnel !

Dans le système patriarcal, les corps des personnes sexisées sont des terrains à conquérir et à contrôler. La protection de leurs droits sexuels et reproductifs est donc fondamentale. Dans le « Nord global », le droit à l'avortement en particulier est constamment remis en question par les milieux conservateurs de droite. Pourtant, le droit des personnes avec un utérus à disposer de leur corps est un droit inaliénable : elles seules peuvent juger de ce que représente une grossesse dans leur vie, et donc décider de l'interrompre ou non.

Aujourd'hui en Suisse, les interruptions volontaires de grossesse ne sont dépenalisées que pour les douze premières semaines de grossesse, et sous certaines conditions, comme l'encadrement par un·e médecin reconnu·e. Mais l'IVG n'est pas un crime : c'est une question fondamentale de santé sexuelle ! Nous voulons donc renforcer la protection du droit à l'avortement : il doit être un droit constitutionnel garanti pour les femmes et toutes les personnes avec un utérus ! Nous exigeons également l'octroi de plus de moyens financiers aux centres de santé sexuelle, la garantie de la libre décision à avorter et la gratuité de la contraception pour tou·tes.

2. Pour une vie digne à la retraite : une caisse de pension populaire maintenant !

Aujourd'hui, le système de retraite ne remplit pas sa fonction sociale et solidaire : les inégalités sociales dans la vie active se reproduisent et s'aggravent lors de la vieillesse, et les personnes sexisées en sont les premières victimes. Parce que les femmes subissent toujours un écart salarial de 19%² et effectuent la ma-

jorité du travail du care dans leur ménage, leur rente à la retraite est d'un tiers plus basse que celle des hommes.³ Les personnes sexisées qui vivent des discriminations supplémentaires, comme les personnes sans-papiers, racisées ou en situation de handicap, font face à une précarité encore plus grande.

Nous voulons garantir enfin une vie digne pour tou·tes à la retraite : nous voulons supprimer le 2e pilier antisocial et introduire une caisse de pension populaire, où les retraites seront constituées entièrement par répartition et non plus par capitalisation. Toutes les personnes actives cotiseront proportionnellement à leur revenu, y compris leur revenu du capital, et toutes les personnes résidant en Suisse en âge de retraite recevront une rente de minimum 4000 francs, y compris les personnes sans papiers. Ce système collectif et solidaire permettra d'assurer le financement de nos retraites de façon pérenne, écartant le risque d'un éventuel déficit de l'AVS.

3. Pour une semaine de 25 heures !

Les structures actuelles du travail salarié, comme la semaine de 42 heures, ne sont pas axées sur les besoins des personnes, mais sur le fait que, dans une famille traditionnelle, la majorité du travail du care est effectué par les personnes sexisées. Ces dernières occupent le plus souvent aussi un emploi salarié car les salaires réels sont trop bas, et cumulent ainsi une double charge de travail.

Travailler autant ne fait pas de sens : l'augmentation récente de la productivité du travail ne s'est pas transposée en une augmentation des salaires équivalente, et l'augmentation de la production répondant à la course aux profits infinis est à l'origine de la crise climatique actuelle. Pour vivre mieux, pour partager le travail du

care non-rémunéré de façon égalitaire et pour lutter contre la crise climatique, nous voulons donc une semaine de travail à 25 heures pour un salaire égal !

4. Une place en maison d'accueil pour toute personne victime de violences sexistes et sexuelles

Les violences sexistes et sexuelles tuent. En 2022, 16 femmes sont mortes en Suisse seulement parce qu'elles étaient des femmes. Les personnes transgenres font face à un risque de suicide jusqu'à 10 fois plus grand que les personnes cisgenres⁴ en raison des discriminations et des crimes de haine. Pourtant, les maisons d'accueil en Suisse ne comptent que 300 places sur les 860 qui seraient le minimum nécessaire,⁵ et l'immense majorité n'accepte que les femmes cisgenres. Le financement des maisons d'accueil est beaucoup trop bas !

Nous exigeons donc l'augmentation des capacités des structures d'accueil existantes, ainsi que la création de nouvelles maisons d'accueil pour assurer que toutes les personnes victimes de violences sexistes et sexuelles dans le besoin puissent être protégées. Toutes les maisons d'accueil existantes doivent être ouvertes aux personnes transgenres et non-binaires, et des foyers exclusivement dédiés à leur protection doivent être créés dans toute la Suisse avec un personnel formé aux questions trans. Il est grand temps que toutes les personnes victimes de violences sexistes et sexuelles obtiennent une protection physique, juridique et financière !

5. La lutte contre les structures patriarcales a besoin d'un fonds féministe consacré !

Les structures de notre économie et de notre société sont aujourd'hui encore profondément patriarcales. Par exemple, les femmes fournissent l'essentiel du travail du care non-rémunéré, dont la valeur s'élève à 242 milliards de francs par année.⁶ Nous devons y remédier : nous exigeons la création d'un fonds féministe dédié au financement de la lutte contre les structures patriarcales. Nous devons investir massivement dans l'éducation féministe à l'école, dans les infrastructures de soins et de prise en charge des enfants, adultes et personnes âgées, dans la santé pour améliorer les conditions de travail et la prise en charge médicale des personnes sexisées, en particulier des personnes trans et inter, ainsi que dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

Ce fonds féministe sera financé grâce à un impôt sur la fortune des ultra-riches, une fortune accumulée grâce au dur travail de l'ensemble de la société et répartie inégalement : sur l'ensemble de leur vie, le revenu des femmes est 43% plus bas que celui des hommes.⁷ Le fonds féministe doit être placé sous contrôle démocratique en mixité choisie : seules les personnes sexisées pourront décider démocratiquement de quels changements structurels seront financés afin d'améliorer au mieux leur vie de tous les jours.



1 Citation d'Audre Lorde, Sister Outsider

2 Les causes principales en sont le sexisme et la transmisogynie, une surreprésentation dans les secteurs à bas salaires, des taux d'occupation partiels et des interruptions de carrière à cause de la charge du travail du care qu'elles portent en majorité sur leurs épaules. On parle ici de femmes car seules les statistiques de l'Office fédéral sont binaires.

3 2764 francs par mois, contre 4396 francs pour les hommes selon le rapport OFAS « Écart de rentes de vieillesse entre hommes et femmes en Suisse ».

4 AS Ann, ROHADGERS Philip et HERMAN Jody. Suicide attempts among transgender and gender non-conformin adults. American foundation for suicide prevention et The Williams Institute: 2014.

5 Selon les recommandations plutôt conservatrices du Conseil de l'Europe, il devrait y avoir une chambre familiale pour 10'000 habitant-es.

6 En 2020, selon l'Office fédéral de la statistique. Cela exclut le travail bénévole, comme s'investir dans un parti ou l'Eglise.

7 Rapport du Conseil fédéral du 7.09.22, « Inégalité salariale entre les femmes et les hommes. Saisir l'écart global de revenu du travail et d'autres indicateurs ».

C'est une farce et nous en sommes les dindes

Texte: Sarah Constantin

Le 25 septembre dernier, au soir de sa lamentable victoire sur AVS21, la droite nous promettait une compensation via la révision de la LPP. On y a presque cru. Il fallait y croire, car si on ne croit plus, on perd espoir. Aujourd'hui, forcée de constater que c'étaient des balivernes, je m'engage avec force pour ce nouveau référendum au sujet de la énième arnaque des retraites.

Alors que la base constitutionnelle permettant la création de l'AVS date de presque 100 ans (1925), le peuple suisse n'accepta de créer cette assurance sociale qu'en 1947. Depuis, dix révisions ont eu lieu. Initialement, l'âge de la retraite des femmes était égal à celui des hommes. En 1964, il a été abaissé à 62 ans, pour être relevé à 63 ans en 2001 puis à 64 ans en 2005. La droite nous a laissé presque 20 de répit avant d'asséner son coup de grâce, en septembre dernier, avec la dernière réforme de l'AVS qui péjore considérablement les conditions de retraites des femmes. Si les raisons évoquées en 1964 pour abaisser l'âge de la retraite des femmes nous laisseraient aujourd'hui songeuse-urs, ce n'est pas un argument pour lâcher quoi que ce soit en termes d'acquis sociaux, surtout lorsque on connaît, via de nombreuses statistiques, les écarts de rentes en matière de retraite entre les femmes et les hommes.

Au parlement fédéral, ce sont ces mêmes acquis sociaux, ceux que l'on a obtenus dans la douleur, qui sont sans cesse remis en question en ce début de siècle. Congé maternité au rabais pour les travailleuses indépendantes, droit à l'avortement mis en péril, augmentation de l'âge de la retraite et aujourd'hui une attaque supplémentaire visant la LPP. Beaucoup de femmes et d'hommes déjà précarisé-es perdront plusieurs milliers de francs par an si cette réforme est entérinée. À nouveau, cette révision se fait sur le dos des salaires bas et moyens. Ce sont les personnes qui se tuent

à la tâche pour des salaires indignes qui cotiseront davantage pour toucher moins de rentes.

Sous la coupole, au moment de boucler la réforme LPP21, la droite semble avoir totalement occulté la baisse des taux de conversion et l'inflation vertigineuse des dernières années. Si nous ne prenons pas en compte le quotidien des gens, comment pouvons-nous ficeler une révision qui tienne la route ? Il semblerait qu'une majorité du parlement fédéral ne vive pas dans les mêmes strates que le peuple. Cette majorité est prête à sauver des banquière-ers et riches actionnaires mais méprise les travailleuses et les travailleurs.

Que dire finalement de la non prise en compte des revendications que sont l'égalité salariale, la reconnaissance du travail du care et des parcours de vie spécifique aux femmes ? Car c'est notamment là que le bât blesse. Depuis des décennies nous attendons l'égalité salariale. À nouveau, nous sommes forcées d'y croire, d'avoir encore de l'espoir, pour nos filles. En 2023, les femmes portent toujours sur leurs épaules l'écrasante majorité des tâches liées à la parentalité. De tout temps, les femmes ont eu des parcours de vie spécifiques liés à la maternité. Alors que ces parcours ne sont toujours pas valorisés, alors que l'égalité salariale est encore de l'ordre de la fiction, on voudrait nous faire cotiser plus pour gagner moins.

Face à toutes celles et tous ceux qui pensent que l'égalité s'obtient en nivelant par le bas, à coup de réformes qui péjorent la qualité de vie de la classe moyenne et qui créent encore plus de working poors, je m'inscris en faux contre cette vision peu ambitieuse de notre société et me battraï contre toutes les attaques faites à nos retraites.



Lettre ouverte aux hommes de gauche

Texte: Mélanie Rufi

Avec les crises multiples que nous traversons actuellement, on ne sait pas toujours sur quel problème se concentrer en premier. Certaines, mais surtout certains, prétendent néanmoins savoir quelle problématique devrait être la priorité de la gauche. On entend de partout que la gauche s'est égarée en se concentrant trop sur les questions dites sociétales, au détriment des questions économiques plus classiques. Il y aurait donc une vraie cause à défendre, les droits des travailleuse-eurs, et des causes accessoires qui ne sauraient prendre trop de place dans nos luttes.

Ce discours n'est ni plus ni moins qu'une demande à peine voilée aux minorités de parler moins fort et de laisser la place à la "vraie" gauche, défenseuse légitime de la classe ouvrière. Messieurs, nous sommes aussi la vraie gauche.

Mais qui est donc cette la classe ouvrière ? Les femmes et les minorités font également partie des 99% de la population, la part de la population exploitée par le capitalisme. De plus, les femmes subissent des inégalités salariales ou de retraite par rapport aux hommes. La hausse du coût de la vie frappe donc particulièrement les femmes. C'est valable au moins autant, sinon plus, pour toutes les minorités, les personnes LGBTQIA+ ou racisées étant aussi en moyenne plus précaires. Le fait d'appartenir à une minorité implique d'avoir un accès limité au travail rémunéré, voire d'en être exclu. Dans les deux cas, cette position subit de plein fouet la violence du capitalisme.

Non seulement les femmes font partie de la classe ouvrière, mais elles y occupent encore une place spécifique. Elles effectuent encore une large partie du travail reproductif non rémunéré, indispensable à la reproduction du travail rémunéré, et doivent souvent privilégier le temps partiel lorsqu'elles occupent un emploi rémunéré (57.9% des femmes actives travaillent à temps partiel). Cela se répercute sur les salaires, et plus tard sur les retraites. Les femmes sont ainsi doublement exploitées : au travail, comme les hommes, mais aussi à la maison. La constante course au profit du capitalisme ne peut pas se faire sans leur travail invisible. La lutte anticapitaliste doit donc prendre en compte les enjeux spécifiques qui les touchent. Bien qu'il existe différentes théories à ce sujet, j'ajoute également que pour les femmes, il n'est pas possible de lutter contre l'exploitation capitaliste sans lutter contre l'exploitation patriarcale tant les deux systèmes de domination sont imbri-

qués l'un dans l'autre.

Le fait de voir dans leurs enjeux des questions secondaires a surtout pour effet d'aliéner les femmes et les minorités. Cela décourage les femmes, les personnes racisées, ou les personnes LGBTQIA+ de s'engager dans les partis. Quand j'étais adolescente, mon éveil politique est venu d'abord par le féminisme. C'est en m'engageant pour cette cause que j'ai été sensibilisée à la lutte des classes, et je sais que je ne suis pas la seule dans ce cas-là. Pour que la gauche se mobilise, elle doit proposer un modèle de société auquel tout le monde peut aspirer. Nous devons donc aussi réfléchir aux questions sociétales afin de construire un projet post-capitaliste qui vaille la peine d'être défendu par et pour tou-tes les militant-es,

Enfin, il est vrai que les questions "sociétales" sont plus présentes dans les médias que les questions économiques classiques. Néanmoins, est-ce vraiment la responsabilité des activistes féministes, queer, et antiracistes ? La lutte des classes a été remplacée en Suisse par le compromis depuis près d'un siècle, et cela est le résultat de stratégies délibérées de la droite, que ce soit l'instauration de la paix du travail ou l'influence sur le débat public des monopoles des médias. La droite n'a pas attendu le féminisme pour décourager la lutte ouvrière. Ne soyons pas moins virulent-es sur les sujets de société, soyons plus agressive-ifs sur l'économie.

En bref, j'ai trop entendu que nos luttes féministes, queer ou anti-racistes sont des questions abstraites, qu'elles ne sont pas la priorité, qu'elles viendront après. Que nous viendrons après.

Nous demander de patienter est une erreur théorique, une erreur stratégique, et un manque de reconnaissance absolu envers toutes les femmes et membres de minorités qui se dédient corps et âmes à la lutte.

Nous refusons d'être des camarades de second rang. Nous refusons de choisir lesquels de nos droits défendre en premier. Messieurs, travaillez pour notre libération comme nous travaillons pour la vôtre.

Olga Madjinodji, militante féministe, membre et co-fondatrice de CABBAK (Collectif Afroféministe Bienne)

Propos recueillis par Aida Demaria

Qu'est-ce que l'afroféminisme selon toi ?

Selon moi, le féminisme est surtout un outil de lutte. Une lutte pour l'égalité des droits qui prend en compte aussi la «race».

Je me demande souvent quelle est la différence entre l'afroféminisme et le féminisme noir. L'afroféminisme est déjà réfléchi politiquement et il applique une approche intersectionnelle. Il a aussi l'utilité de visibiliser l'«afro» dans une société à majorité blanche, comme c'est le cas en Suisse. Le féminisme actuel en Suisse est encore loin d'avoir une conscience intersectionnelle. On le voit par exemple dans les initiatives : elles font l'objet de revendications qui concernent davantage les femmes blanches. Par exemple l'égalité salariale n'est traitée qu'entre les genres, mais on entend peu parler d'égalité salariale entre femmes blanches et femmes racisées.



Pensez-vous donc que les mouvements féministes n'accordent pas suffisamment d'attention aux questions des femmes afro-descendantes et à leurs revendications ?

La femme noire se trouve en bas de la pyramide. Elle est encore trop souvent oubliée dans la lutte féministe, qui fonctionne encore avec un système de privilèges internes. Cela doit changer, aussi dans l'espace public et dans la lutte, comme dans la prise de parole. Malheureusement ce n'est pas encore un espace safe, et s'exposer comporte encore des risques. Ce qui est encore fortement problématique et absurde est la «charge communautaire»: si une personne noire fait une erreur, cela affectera toutes les autres personnes noires, alors que ce n'est pas le cas pour les personnes blanches.

Il est donc important de lutter contre toutes ces discriminations et de changer ce système de privilèges.

Vous êtes cofondatrice et membre active de CABBAK, un acronyme bilingue qui signifie Collective afroféministe Bienne. Quand est-il né et que représente-t-il pour vous aujourd'hui ?

L'idée est née en 2019 lors des assises féministes de Bienne (auxquelles ont participé environ 500 personnes) et la première chose que j'ai remarquée, c'est qu'il n'y avait que très peu de femmes noires. Nous sommes tellement concernées, pourquoi n'y a-t-il pas de Noires ?

La première session a été organisée dans mon atelier et il y avait 4 personnes. Maintenant nous sommes 20 femmes et c'est fantastique. Il est intéressant de voir à quel point nous sommes différentes les unes les autres, avec tant de vécus différents (origines, nationalité, langue, travail, relations familiales, etc.). Nous luttons contre les mêmes expériences de discrimination, mais lorsque nous sommes ensemble, je ne pense même pas à notre couleur de peau, nous sommes d'abord et avant tout nous-mêmes.

Quels sont les principaux défis d'un collectif afroféministe ?

On nous a souvent reproché d'être communautaristes, mais c'est quelque chose que je ne comprends pas. Il y a d'autres gens qui s'unissent sur d'autres sujets, mais ils ne reçoivent jamais cette critique ; par exemple les hommes blancs qui jouent au hockey, ils ne sont jamais accusés d'être des communautaristes. J'ai l'impression que dès qu'il y a quelque chose de visible, comme la couleur de peau, la critique devient évidente et automatique. Nous sommes un collectif afroféministe parmi différentes discriminations, et ce n'est pas pour rien que nous nous unissons. C'est parce que nous avons toutes subi certaines discriminations et que nous en avons marre. En fin de compte, la couleur de peau est ce sur quoi les gens s'appuient pour discriminer, mais le racisme est un processus, et c'est souvent difficile à comprendre pour les gens.

Vous avez souligné l'importance du féminisme intersectionnel. J'imagine donc que votre association établit des liens avec d'autres groupes et organisations. Si c'est le cas, quels sont les objectifs communs ?

CABBAK fait aussi partie de Mosaïk. Il s'agit d'une organisation qui regroupe plusieurs associations. Comme son nom l'indique, c'est une mosaïque de l'ex-collectif Femstreik Biel/Bienne, Tasamouh, QueerBienne, Procap, Ultraviolet.t et nous. Nous donnons des ateliers dans les écoles de Bienne pour les élèves, les enseignant-es et si possible pour les parents sur les questions de discrimination avec une approche intersectionnelle.

Il est important d'éduquer, parce qu'il y a des gens qui discriminent par ignorance, et c'est l'un des principaux objectifs du collectif : parler, éduquer, partager avec les élèves, les enseignants, les parents.

Mosaïk, c'est génial parce que ça marche. On travaille en groupe et une fois par mois il y a une réunion tou-tes ensemble et on se retrouve autour d'une grande table. J'ai l'impression de vivre dans le futur. Ce n'est pas encore très visible, mais je pense que c'est un projet qui a de l'avenir.

GROSSE

Texte: Martine Rouiller

Peu avant le 14 juin 2019, nous recevions les t-shirts de la grève au sein des collectifs. J'étais fébrile. J'allais pouvoir arborer nos couleurs et ce pourquoi nous travaillions depuis des mois. Quelle déception ! Ils taillaient ridiculement petit et il n'y avait rien en dessus du 2XL qui devait correspondre à un 44/46.

J'étais si heureuse de faire partie de ce mouvement en 2019, c'était si puissant, si empouvoirant. Et bam, la claque. Tu es grosse, on n'a pas pensé à des t-shirts à ta taille. C'est un des exemples les plus parlants de la nécessité de représentation et de diversité. Il n'y avait pas de volonté de blesser, bien sûr, c'était juste qu'on n'y avait pas pensé parce qu'il n'y avait personne de concernée dans le groupe. Parce que dans les catalogues de commande l'offre est limitée. On se soucie de l'origine, de l'éthique, de la durabilité et tant mieux. Mais on oublie les tailles. Beaucoup de personnes se sont retrouvées exclues alors que nous organisons une grève qui se voulait rassembleuse et inclusive.

Les personnes grosses subissent des discriminations et des violences tous les jours. Je parlerai ici des femmes grosses, les hommes gros cishet subissent aussi bien sûr, mais différemment. La violence est partout, au quotidien. Dans les magasins quand des gens scrutent nos paniers d'un regard désapprobateur. Il arrive même qu'on nous enlève un paquet de biscuits ou de chips en commentant « c'est pour votre bien ». De quel droit un-e inconnu-e se permet de retirer des articles de mon panier ? Et bien sûr pré-supposer de ma santé. Ah ça, les soi-disant bien-pensant-es qui se soucient de la santé des grosses. Vous vous souciez pareillement de la santé des personnes minces que vous ne connaissez pas ? Non. C'est parce qu'on vous dégoûte, parce que vous imaginez que nous sommes des personnes sans aucune volonté qui passons notre temps à nous empiffrer. Et quand bien même ! Ce n'est pas votre problème. Il m'arrive d'hésiter à manger dans la rue par fatigue de ces regards. Alors que je me nourris, simplement. Je vis, j'existe. Je ne fais pas la promotion de l'obésité.

Partout, tout le temps, les femmes, les queer, les grosses, les racisées, les minorisées nous sommes silencieuses, censurées. Ne vous montrez pas, ne vous affichez pas, ne prenez pas la parole. Du cyber harcèlement ? C'est de ta faute. Du harcèlement de rue ? Fallait pas sortir dans cette tenue ma fille. Des insultes ? Fallait pas être grosse.

Il m'est arrivé d'avoir à faire des examens médicaux qu'on n'a pas pu me faire faute de matériel adapté. C'était de ma faute. Il m'est arrivé de me retrouver chez une gynécologue, les jambes écartées et la chatte à l'air, elle me dit « je ne peux pas sentir vos ovaires sous votre gras, je dois vous faire un autre examen ». Je n'ai pas réagi, j'ai dit ok. Elle ne m'a pas dit que sans explication de sa part auprès de l'assurance, cet examen c'était à moi de le payer. J'ai payé. Je n'ai pas eu la force de lui demander de faire les démarches. Je ne suis plus retournée faire de contrôle gynécologique pendant des années.

La grossophobie c'est tous les jours, tout le temps. Dans le milieu médical, sur le marché de l'emploi, dans la rue, dans les infrastructures et l'espace public (coucou les chaises de terrasse en plastique), dans les relations interpersonnelles. Être maltraitée par des hommes cishet qui pensent nous faire une fleur en couchant avec nous et n'acceptent pas de refus, on ne doit pas faire les difficiles avec le physique qu'on a. Tu devrais t'estimer heureuse que je veuille bien te baiser.

Des exemples il y en a tant. Aujourd'hui plus que jamais nous réalisons à quel point la convergence des luttes est nécessaire et le féminisme doit être intersectionnel. Parce qu'il n'y a pas de féminisme sans les trans, sans les lesbiennes, sans les queers, sans les mères, sans les racisées, sans les voilées, sans les précaires, sans les migrantes, sans les handis, sans les putes... et pas de féminisme sans les grosses !

Des hommes à la Grève féministe ?

Texte: Alexandre Bochatay

La Grève féministe 2023 a été une réussite à travers toute la Suisse. Collectifs, syndicats et partis politiques travaillaient depuis de long mois à cette échéance capitale pour les femmes de notre pays, pour toutes les personnes queers, ainsi que pour la classe travailleuse dans son intégralité ! Nous ne pouvons imaginer de société future, prête à résoudre les défis qui nous attendent, sans que toutes les discriminations présentes dans notre société capitaliste, impérialiste et patriarcale ne soient abolies. La Grève féministe du 14 juin a participé à cet effort et mérite toute notre attention et notre soutien.

Mais nous, hommes, majoritairement cisgenres et hétéros, qu'avons-nous à faire dans une lutte féministe ? A vrai dire, les revendications portées ne semblent pas réellement nous concerner... N'est-il pas simplement plus logique de laisser les femmes construire leurs luttes et les féliciter si c'est une réussite, les critiquer si l'échec se révèle cuisant ? La lutte syndicale ne nous correspond-t-elle pas mieux ? Avouons-le, ces positions nous paraissent déconnectées, si ce n'est choquantes. Et pourtant ! Combien de fois avons-nous, en tant qu'hommes, esquivé un sujet féministe pour ne pas fâcher un ami, combien de fois avons-nous décliné une réunion à but féministe à laquelle nous étions conviés, combien de fois avons-nous laissé les femmes et les personnes queers organiser une manifestation féministe, écrire un manifeste ou une charte féministe, combien de fois les avons-nous laissées remettre à l'ordre une personne misogyne, homophobe ou transphobe ? Bien trop souvent ! Par ce petit article, nulle envie de nous réprimer, nulle envie non plus de dicter qu'elle est la bonne position à adopter pour les hommes dans la lutte féministe. Je ne souhaite qu'une seule chose : que nous prenions le temps de réfléchir à notre engagement dans la lutte féministe et que nous prenions conscience que ce n'est pas aux femmes seules de la mener, et de la préparer. Nous devons, solidairement, agir et soutenir cette cause capitale pour une société émancipée de toute discrimination !

Camarades, soyons proactifs et responsables ! Comme le 14 juin, lors de la Grève féministe, lorsque des femmes et des personnes queers sont allées revendiquer leurs droits et crier haut et fort, avec assurance, que le temps du patriarcat est révolu, soyons présents, sans aucune honte ni flemmardise, et montrons que notre soutien est total envers cette cause. Soyons là avec assurance et

embarquons nos amis, aidons à toutes les tâches préparatoires nécessaires à la réussite de ces manifestations et organisations en tout genre, soyons là après le feu de l'action pour ranger, débrief, féliciter. Comprendons-le bien, personne ne nait féministe, mais tout le monde peut le devenir par volonté, remise en question, responsabilité et proactivité ! Camarades, faisons de la lutte féministe une réussite, à l'instar de la Grève du 14 juin, mais aussi et surtout une réussite pour la libération totale de toutes les femmes et personnes queers de notre pays, pour la classe travailleuse dans son intégralité. La lutte, plus que jamais, continuera tout au long de l'année avec solidarité, humilité et courage.

Luttons ensemble pour une société sans patriarcat !

Le féministe doit être abolitionniste carcéral

Texte: Elodie Wehrli

L'abolitionnisme carcéral est un mode de pensée consistant à mettre en doute le système pénal carcéral au lieu d'envisager des alternatives pour corriger ses effets négatifs.

S'inscrivant dans la lutte plus globale de l'abolitionnisme pénal et né des mouvements de luttes sociales en faveur des minorités qui subissent de plein fouet les effets néfastes de l'emprisonnement, l'abolitionnisme carcéral est porté par des figures militantes afroféministes comme Angela Davis, Ruth Wilson Gilmore ou Ruth Morris.

Que fait la prison sur la vie des femmes ?

De nombreuses infractions touchent particulièrement les femmes, parfois plus que les hommes (p.ex : les violences sexistes et sexuelles, les fraudes etc.) La victimation (le fait d'être victime potentielle) varie selon les classes sociales, la race, la situation de handicap ou non, l'orientation sexuelle. Les femmes, tout comme les hommes, ne sont pas un groupe homogène. Ces différences se matérialisent directement dans le système pénal : certaines femmes n'ont pas ou peu accès au système pénal, certains préjudices ne sont jamais punis par celui-ci car non rapportés, ou car des biais cognitifs relatifs au statut des victimes et des auteur-trices entrent en jeu. En résumé, le système pénal est le reflet des rapports de domination internes à notre société.

Le système pénal actuel ne répond pas aux besoins des victimes. Le législateur choisit la qualification des faits et la gravité, ce qui ne correspond pas toujours à l'expérience des victimes. Celles-ci sont responsables de prouver les préjudices subis, ce qui les pousse à faire un travail de représentation de soi pour paraître comme une « victime idéale ». Le rythme lent d'un procès n'est pas en phase avec le processus interne par lequel passe la victime, la forme du procès pousse les personnes poursuivies à se défendre et à ne pas s'auto-incriminer, ce qui induit à ce que les auteurs présumés n'expriment que rarement des remords et ne s'adressent pas directement aux victimes. En particulier dans les procès pour violences sexistes et sexuelles, les victimes attendent souvent l'issue du procès pénal pour débiter un processus de reconstruction, et l'issue du procès peut ne pas correspondre aux attentes. Même parfois, une condamnation de l'auteur peut décevoir car elle ne parvient pas à combler le préjudice subi par

la victime. Recourir au système pénal est également un privilège réservé aux personnes ayant un titre de séjour valable et qui se conforment aux normes sociales attendues de la part de victimes.

Aux portes des prisons aussi, la vie des femmes et des minorités de genre ayant des proches incarcérés est impactée. La majorité des personnes emprisonnées sont des hommes. Les coûts que représentent une incarcération sont gigantesques : matériels, financiers, logistiques, émotionnels, sociaux. La plupart du temps, les mères, épouses, sœurs sont responsables du condamné, solidaires du détenu, garantes du sortant de prison. En bref, tout repose sur leurs épaules. Les proches des personnes incarcérées, pour la plupart des femmes, sont les victimes secondaires de l'appareil carcéral.

Les femmes n'ont rien à attendre du système pénal carcéral qui n'est pas adapté à leurs besoins de victimes et qui fait reposer sur les épaules des proches des auteurs emprisonnés les différents coûts de l'incarcération, sans même évoquer la quasi-inutilité à proprement parler de la prison pour modifier les comportements des auteurs condamnés.

Le féminisme carcéral est une impasse qui ne vient pas en aide aux femmes, au contraire. Il s'agit d'imaginer des alternatives pour penser au-delà de ce système. Certaines existent déjà et ont été mises en place par des communautés et des personnes, en particulier des femmes, qui n'avaient pas accès à la justice. On retrouve la justice transformative, développée au début des années 2000 par Ruth Morris, qui se base sur le principe de la responsabilité communautaire. Elle comporte 4 aspects : un soutien à la personne victime et à ses besoins qui évoluent dans le temps ; la responsabilisation de l'auteur et son changement de comportement ; la responsabilisation de la communauté dans son ensemble et un changement de valeurs et de pratiques non violentes de sa part ; et la prise en compte de tous les rapports de domination et de leur caractère structurel. Dans ce système, la victime, l'auteur-trice et la communauté sont incluses, et les « infractions » sont appréhendées, comme une part de la responsabilité collective incombant à une société, à une communauté solidaire.

Réinventons le système au lieu de renforcer celui-ci.

L'antiwokisme ou comment mettre tous nos droits dans le même sac, pour mieux pouvoir s'en débarrasser

Texte: Thomas Bruchez

Détourné de ses origines antiracistes par l'extrême-droite et repris ensuite implicitement par des hommes de gauche, le « wokisme » est une arme idéologique qui s'attaque aux droits des personnes les plus opprimées et tente de nous diviser. Nous ne nous laisserons pas faire.

Le terme « woke », qui signifie « éveillé » en argot, puise ses origines dans les luttes antiracistes aux Etats-Unis. Apparu dès la fin 19e siècle, dans une perspective d'émancipation des jeunes Noir-es par l'éducation, le terme prend toute son ampleur actuelle en 2014 avec l'apparition du mouvement Black Lives Matter. « Stay woke », qui signifie « rester éveillé, faire attention », devient alors un véritable signal de ralliement antiraciste.

Alors que les manifestant-es utilisent l'expression « stay woke », le mot « woke » isolé devient surtout utilisé par ses opposant-es d'extrême-droite. C'est probablement par le biais des médias qu'il parvient en France autour de 2020, où il devient le « wokisme ». Le wokisme prend rapidement une très grande place dans le débat public francophone, nettement supérieure à celle qu'il prend aux Etats-Unis. En France mais aussi dans une moindre mesure en Suisse, l'utilisation du terme ne se cantonne pas seulement à l'extrême-droite mais devient largement repris par l'ensemble de la droite et de nombreuses-eux journalistes.

Un moyen pour l'extrême-droite de surmonter ses contradictions

Pour l'extrême-droite, le wokisme est un outil d'une grande utilité. Ainsi, il lui permet de mettre tout ce qu'elle déteste (droits et revendications des personnes queer, migrantes, racisées, etc.) dans un seul sac et donc de les attaquer simultanément. Mais cette arme idéologique lui permet également de surmonter ses contradictions. Ainsi, alors qu'elle mène une politique pour les riches, l'extrême-droite cherche à s'appuyer sur la classe ouvrière masculine blanche. Il lui était donc difficile de s'attaquer directement à leurs droits sociaux. Le wokisme lui permet aujourd'hui de surmonter cette contradiction en mettant dans un même sac écriture inclusive, ouverture des frontières et droits syndicaux. Cela explique également l'attrait de ce terme pour de larges pans de la droite qui y voient un moyen de s'attaquer à des acquis sociaux qu'il était jusqu'ici très impopulaire de combattre.

Le «retour aux fondamentaux» : ces hommes de gauche qui tombent dans le piège

Face à cette situation, de nombreux hommes de gauche plaident pour un « retour aux fondamentaux » ou pour le fait de délaisser le « sociétal » pour se recentrer sur le social. Ce que ces jolies formulations signifient concrètement, c'est l'abandon des revendications féministes, antiracistes et queer pour s'adresser exclusivement à des hommes cis blancs – de peur de perdre cet électorat. Ainsi, ils tombent complètement dans le piège tendu par l'extrême-droite : déjà fragilisées par toutes les oppressions qu'elles vivent au quotidien, les personnes sexisées, racisées et migrantes verraient leurs droits laissés à la merci d'une extrême-droite qui n'attend que cela. Un tel délaissement par la gauche serait d'une violence inouïe et ne peut en aucun cas constituer une perspective stratégique pour quiconque se considère de gauche.

La solution au contraire réside dans la construction d'un mouvement révolutionnaire féministe et antiraciste, intersectionnel dans l'analyse et uni dans la lutte, capable de mettre en évidence l'entremêlement des différents systèmes d'oppression et de susciter l'espoir d'un monde meilleur sans oppression ni discrimination. Et ce monde, nous y parviendrons !

Pour une libération queer des 99%

Texte: Léonore Vuissoz

Pas de lutte sans nos adelphees queers, trans, intersexes et non-binaires !

En cette période cruciale de luttes féministes, où les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+ sont sans cesse remis en question, il est important de faire front commun contre le cishétéropatriarcat. En effet, les discriminations de genre ne concernent pas seulement les femmes cisgenres mais ont aussi des répercussions sociales et économiques violentes, mortelles même, sur nos adelphees queers, trans, non-binaires et intersexes : thérapies de conversion, harcèlement, violences médicales, discriminations à l'emploi, et bien d'autres. Exclure les minorités de genre de nos luttes, c'est faire fi de l'homophobie et de la transphobie qui sévissent encore aujourd'hui en Suisse et nourrir le jeu de l'extrême-droite masculiniste qui menace déjà nos droits les plus fondamentaux comme l'autodétermination, l'accès aux soins, à l'avortement, à la contraception ou encore l'éducation sexuelle.

L'extrême-droite ne sera jamais féministe

En attisant la haine et la controverse autour des spectacles de Drag Queens, des enfants trans ou du Pride Month, les conservateur-ice-x-s détournent volontairement l'attention du grand public face aux dangers, bien réels, du sexisme et de la queerphobie au quotidien. Pour cela, il n'y a qu'à voir comment les prises de positions transmisogynes sont banalisées au sein de mouvements de droite soi-disant féministes, comme les TERFs qui prennent de plus en plus d'ampleur en France et outre-Atlantique. Par exemple, pour les TERFs seules les femmes nées avec un utérus sont des femmes, et elles sont forcément attirées par des hommes nées avec un pénis, ce qui réduit le genre aux organes reproductifs et contribue à une vision binaire des corps et de la sexualité qui n'est jamais pensée au-delà du couple hétérosexuel. Non seulement les discours anti-trans précarisent davantage les personnes concernées en leur réduisant ou interdisant même l'accès à une prise en charge transaffirmative, mais ils associent également le genre à une dimension « naturelle » problématique et conservatrice, réfutée depuis plus d'une vingtaine d'années par de nombreuses-eux chercheuses-eurs en sciences sociales comme en biologie.

Il n'est donc plus question de réduire qui que ce soit à son sexe assigné ou non à la naissance. Quitte à le répéter, faisons-le une

fois de plus ; les femmes trans sont des femmes, les hommes trans sont des hommes, les personnes intersexes existent et les personnes non-binaires aussi. Et cessons de les pathologiser ou de vouloir monitorer leurs corps ! Une étape importante vers une libération queer c'est donc de reconnaître l'existence de cette diversité des communautés LGBTQIA+, et continuer de lutter pour nos droits à tous-tes qui sont loin d'être encore acquis au vu de l'actualité internationale et de la montée de l'extrême-droite qui ne cache pas son hostilité envers les questions féministes.

Dénoncer la cishétéronormativité et ses privilèges

S'en prendre à la cishétéronormativité, que l'on s'identifie comme une personne LGBTQIA+ ou non, c'est finalement s'attaquer directement aux privilèges et aux inégalités de genre qui nous touchent tous-tes à différents niveaux, que ce soit pour notre orientation sexuelle et affective, notre identité ou encore notre expression de genre. Mais c'est surtout l'occasion de refuser de s'enfermer dans un système hiérarchique qui normalise certains corps ou comportements au détriment d'autres. Dès lors, en considérant que la norme actuellement c'est malheureusement toujours d'être un homme hétérosexuel cisgenre dyadique, cela invisibilise une grande partie de la population qui ne se retrouve pas dans cette description et qui est potentiellement victime de discriminations ou de violences à cause de cette mise à l'écart. Au-delà même d'une simple libération individuelle, la sortie d'un modèle cishétérocentriste permettrait de révolutionner en profondeur nos représentations binaires pour renverser le système actuel de domination patriarcale basée sur l'exploitation des 99%. Car rappelons-le également, ce sont surtout les femmes, les personnes LGBTQIA+, les personnes racisées et les personnes en situation de handicap qui sont le plus exploitées par le système capitalisme !

C'est pourquoi il est plus que nécessaire, en ce 14 juin 2023, de lutter pour un féminisme des 99%, inclusif et intersectionnel.

Non siamo solo donne

Texte: Aida Demaria

Rispondendo alla necessità di considerare le interazioni fra oppressioni, razzismo e identità, il Combahee River Collective, un collettivo di femministe nere omosessuali attivo a Boston negli anni '70, così si esprimeva: «Non appena le donne, in particolare [...] le privilegiate donne bianche, hanno iniziato ad acquisire un potere di classe senza sbarazzarsi del sessismo che avevano introiettato, le divisioni tra donne si sono fatte più intense. Quando le donne di colore hanno criticato il razzismo all'interno della società nel suo complesso richiamando l'attenzione sui modi in cui il razzismo ha plasmato e influenzato la teoria e la pratica femministe, molte donne bianche semplicemente hanno voltato le spalle alla prospettiva della sorellanza, chiudendo le loro menti e i loro cuori. E questo è stato altrettanto vero quando si è parlato di classismo tra donne».

«Intersezionalità» è un termine che solitamente si fa risalire a un intervento e a una pubblicazione del 1989 dalla giurista e attivista statunitense Kimberlé Crenshaw all'Università di Chicago. Il concetto riprende un'idea elaborata proprio dai collettivi del femminismo afro-americano e indica l'intersezione di più identità sociali con le possibili discriminazioni e oppressioni che ne conseguono.

L'intersezionalità è prima di tutto uno strumento di riflessione (giuridico e sociologico) che analizza l'incrociarsi dei rapporti di discriminazione, allo scopo di identificare e portare alla luce le specificità di situazioni discriminatorie spesso ignorate, per poterle combattere.

Colore della pelle, etnia, classe sociale, istruzione, cultura, lingua, religione, orientamento sessuale, caratteristiche fisiche, disabilità si intersecano fra loro e con le discriminazioni di genere e, sovrapponendosi, si moltiplicano.

La vita di una donna nera o straniera, appartenente a una classe economicamente e socialmente sfavorita, non è la stessa di una donna bianca che ha funzioni dirigenziali, un ottimo reddito o una

buona sostanza. Senza dubbio, una donna nera non subisce le stesse discriminazioni di una donna bianca, così come una donna bianca omosessuale non subisce le stesse discriminazioni di una donna bianca eterosessuale. Sempre e comunque, gli impieghi più precari, peggio retribuiti e con le peggiori condizioni sono svolti da donne socialmente già sfavorite.

Ci sono storie e situazioni, rese "invisibili", che troppo spesso sono trascurate anche dai movimenti femministi. Quindi bisogna tornare a parlare in modo deciso di discriminazioni razziali e di classe, ma anche di privilegi e di chi ne approfitta.

Il femminismo intersezionale ci deve servire per contrastare gli stereotipi dei discorsi coloniali e gli "universalismi", che riproducono e impongono modelli europei e occidentali. Dovremmo ripartire dal Sud per pensare il genere, valorizzando l'eterogeneità delle pratiche e delle identità.

Dobbiamo mobilitare il coraggio di ripensare il mondo, lottando, qui e altrove, contro ogni forma di disuguaglianza e sfruttamento.

